

|                |
|----------------|
| DEPARTEMENT    |
| SEINE-ET-MARNE |
| CANTON         |
| COULOMMIERS    |
| COMMUNE        |
| COULOMMIERS    |

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

N°26/128

Liberté – Egalité – Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Avenue de Rebais (église) :  
Pose d'un échafaudage + stationnement interdit

Nous, Franck RIESTER, Maire de la Ville de COULOMMIERS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2131-1 et suivants, L 2212-1 et suivants, L2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2, L 115-1, L 116-1 à L 116-8, R 116-1 à R 116-2, L 141-2, R 141-14,

Vu le Nouveau Code Pénal et notamment ses articles 131-13 et R 610.5 ;

Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.325-14, R.411-21-1, R 411-26 et R 412-29 à 412-33, R412-51, R417-9, R417-10 ;

Vu le Décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 modifié, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu la publication du CERTU portant sur la signalisation temporaire - Voirie Urbaine Manuel du chef de chantier - Volume 3 - Edition 2011

Vu la délibération du conseil municipal n° 03/140 en date du 2 juin 2003 portant adoption d'un règlement communal de voirie relatif à l'utilisation et à la conservation du domaine public,

Vu l'arrêté n° P03/174 du 4 juillet 2003 portant application du règlement communal de voirie relatif à l'utilisation et à la conservation du domaine public,

Vu la Délibération du conseil municipal en date du 7 février 2022 réglementant le montant des redevances d'occupation du Domaine Public,

Vu la délibération n°2020-DEL-100 du conseil municipal du 21/09/2020 portant la délégation d'attribution au maire,

Vu la délibération n°2026-DEL-023 du conseil municipal du 21/03/2026 portant la délégation d'attribution au maire,

Vu la réunion avec les services techniques, le 23/03/2026,

Vu la demande d'occupation du domaine public en date du 17/03/2026, produite par l'entreprise CARON sis 12 avenue du Pré des Barres 02400 BEZU SAINT GERMAIN relative à la pose d'un échafaudage et la neutralisation de places de stationnement au droit de l'avenue de Rebais,

Considérant que les travaux envisagés nécessitent une réglementation de la circulation et du stationnement,

### ARRETONS

**ARTICLE 1 :** Le pétitionnaire est autorisé à installer un échafaudage au droit de l'église, pour la période du 30/03 au 10/07/2026 inclus afin d'effectuer des travaux de couverture. Au pourtour de l'échafaudage, le pétitionnaire devra obligatoirement laisser une largeur suffisante de 1.40m afin que les piétons puissent circuler. Il est rappelé

que les véhicules d'enterrement doivent pouvoir circuler dans l'allée côté Prieuré Sainte Foy afin d'accéder à l'entrée de l'église.

Le pétitionnaire est autorisé à bloquer 6 places de stationnement, avenue de Rebais, le long de l'église, afin de pouvoir stocker le matériel et l'arrivée de l'échafaudage pour les périodes du 30/03 au 10/04/2026 et du 29/06 au 10/07/2026.

La circulation sera régulée selon le schéma n°3-03, déviations des piétons, du manuel du chef de chantier édité par le CERTU édition 2011 pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 2 : L'affichage du présent arrêté, sur le lieu des travaux, est obligatoire. Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation du matériel autorisé, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Un éclairage de nuit est à prévoir ainsi que la mise en place d'un filet de protection. Aucun dépôt de matériaux et de matériel ne sera toléré. Le pétitionnaire n'est pas autorisé à nettoyer son matériel sur la voie publique, tous rejets dans les réseaux d'eaux pluviales étant interdits.

ARTICLE 3 : L'affichage obligatoire du présent arrêté, de façon visible sur les lieux et pendant toute la durée des travaux, est à la charge et sous la responsabilité du déclarant. Les travaux ne pourront débuter qu'une fois les formalités d'affichage de l'arrêté accomplies. Les prescriptions de cette interdiction de stationner devront être matérialisées par la mise en place des panneaux réglementaires d'interdiction de stationner, comportant l'affichage du présent arrêté 48 heures avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Les dispositifs d'affichage du présent arrêté, la signalisation temporaire et balisage du chantier ne seront retirés qu'une fois l'opération totalement achevée.

ARTICLE 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois. La responsabilité du déclarant pourra être engagée du fait, ou à l'occasion des travaux et en cas de manquement à ses obligations, notamment pour défaut ou insuffisance de la signalisation du chantier.

ARTICLE 6 : Le Maire autorise les forces de police à faire enlever tous les véhicules en infraction au présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de son affichage en Mairie. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Melun. Ces personnes peuvent également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit être alors formé dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite ;

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des services de la Ville de Coulommiers, Madame le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police, les fonctionnaires placés sous leurs ordres, la police municipale et en général tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Coulommiers, le 25 mars 2026  
Le Maire,

PUBLIE-LE

26 MARS 2026

